

Point de la trésorerie au 24 avril 2014

Valeur disponible : **2 687 072 €**

Ce montant comprend le montant du disponible et les provisions de trésorerie, selon la répartition ci-dessous

Provisions de trésorerie :

Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) de la ZAC des Ormeaux, montant : **359 936 €**
PAE sur 10 années, l'arrêt de l'exercice aurait dû être fait en 2011 au + tard.
(La somme de 359 936 € correspond aux travaux restant à effectuer)

Crèche emprunt mise en valeur en janvier 2013, montant : **300 000 €**
Travaux non encore effectués.

Condamnation et provisions suite aux affaires juridiques en cours, montant : **100 000 €**

Paye Avril de traitement au 24 avril 2014, encours, montant : **255 607 €**

Total des provisions et encours de Trésorerie : **1 015 543 €**

Disponible réel estimé (sous réserve d'un pointage complet de la trésorerie) : **1 671 529 €**

La santé de la trésorerie va de pair avec la qualité de la gestion.

Dossier du standard et des postes téléphoniques :

Le 16 octobre 2006 le maire précédent signe auprès de l'opérateur téléphonique Orange, département Business Services et pour la même opération :

- Un contrat de location financière avec une maintenance à raison de 79.445 € TTC par trimestre sur 5 ans, donc jusqu'au 16 octobre 2011.
- Un contrat de vente à raison de 8736.03 € TTC et une maintenance annuelle de 904.18 € TTC

Seul le contrat de location financière avec maintenance a été retenu par Orange, mais à ce jour les prélèvements qui auraient dû s'arrêter le 16 octobre 2001, sont toujours effectués.

Conclusions :

- A partir du contrat de location financière avec maintenance le standard et les postes téléphoniques reviennent à 27 203 € TTC au 30 avril 2014.
- A partir du contrat de vente avec une maintenance annuelle, accompagné d'une subvention estimée à 50 % cette opération reviendrait à 11 601 € TTC

Soit une économie non réalisée de 15 603 € TTC.

Les photocopieurs

Certains contrats ne sont pas encore retrouvés, ils sont actuellement réclamer aux prestataires. Des factures de maintenance sont adressées à des services qui n'ont pas les photocopieurs en correspondance.

D'une première approche, il se détecte, pour le site de la marie, ses satellites et les écoles un tirage largement au-delà d'un demi-million de copies à l'année, avec des contrats de maintenance individuels par service sur la base de 30 000 copies par trimestre alors que certains services sont à 13 000 copies par trimestre.

Un contrat de maintenance global apporterait des avantages financiers non négligeables.

Comptabilité

Un logiciel de paie acheté et installé en 2012, dont la transmission informatique se fait par ressaisie des données sur la comptabilité générale, la TDI n'a pas été installée, alors qu'elle était dans la prestation.

Défauts de maintenance et/ou de sécurité

Vol au service technique d'un véhicule 3t500, 4x4 le 27 décembre 2013, acheté 41 880 € en 1999, retrouvé en épave et remboursé à hauteur de 8 000 € environ.

Véhicule Iveco 3t500 acheté en septembre 2006, 32 411 €, aujourd'hui 100 000 km, moteur HS + frais divers.

Balayeuse acheté en octobre 2004 = 78 936 €, depuis plus de 20 000 € de remise en état, depuis près de 2 ans ne tourne plus moteur HS.

Débroussailleuses reste 6 dont 2 HS, une perceuse à colonne non conforme à remplacer ect....

Travaux de proximité, état de 2010 à 2014

Montant 998 633 € reste à faire 887 997 € soit environ 90 %

Apuration des amortissements

A la lecture du tableau des amortissements, il se constate que de lignes ne sont pas épurées plus de 10 années, ce que laisse entendre que les matériels sont toujours présents physiquement, dans le cas contraire pour apurer ces lignes, il faut la destination de ces matériels (certificat de reprise sur vente, certificat de destruction, certificat de vente).